

# MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

**Commune de Biganos**

-

**52, avenue de la Libération**

**33380 Biganos**

**Tél. 05 56 03 94 50**



## **RÉALISATION DE TRAVAUX DE DÉMOLITION D'UN BÂTIMENT COMMUNAL POUR LE COMPTE DE LA VILLE DE BIGANOS (33380)**

**N° de marché**

<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

## **Cahier des Clauses Particulières**

# SOMMAIRE

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

- 1.1 – Objet du marché
- 1.2 – Type de prestation - Allotissement
- 1.3 – Sous-traitant et cotraitant
- 1.4 – Mode de dévolution des prestations

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

- 2.1 – Pièces particulières
- 2.2 – Pièces générales

## **ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES**

- 3.1 – Lieu et descriptif des installations
- 3.2 – Contenu des travaux
  - 3.2.1 – Description des travaux
    - 3.2.1.1 – Description des travaux pour le compte du lot n° 1
    - 3.2.1.2 – Description des travaux pour le compte du lot n° 2
      - 3.2.1.2.1 – Charpente couverture
      - 3.2.1.2.2 – Couverture terre cuite
      - 3.2.1.2.3 – Chéneaux en aluminium
      - 3.2.1.2.4 – Reprise d'enduit hydraulique de façade
  - 3.2.2 – Spécificités
- 3.3 – Prescriptions techniques générales et responsabilités

## **ARTICLE 4 – RÉMUNÉRATION**

## **ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI**

- 5.1 – Durée du marché
- 5.2 – Délai
  - 5.2.1 – Lot n° 1 « Démolition - Désamiantage »
  - 5.2.2 – Lot n° 2 « Maçonnerie - Charpente - Couverture »
- 5.3 – Pénalités – Primes d'avance
  - 5.3.1 – Pénalités de retard dans l'exécution des travaux
  - 5.3.2 – Pénalités de retard pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS
  - 5.3.3 – Pénalités diverses
  - 5.3.4 – Primes d'avance

## **ARTICLE 6 – PRIX**

- 6.1 – Mode d'établissement du prix du marché
- 6.2 – Forme des prix
- 6.3 – TVA

## **ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES COMPTES**

- 7.1 – Avance forfaitaire
- 7.2 – Retenue de garantie
- 7.3 – Acompte et solde

## **ARTICLE 8 – ASSURANCE**

**ARTICLE 9 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

**ARTICLE 10 – PAIEMENTS**

**ARTICLE 11 – DIFFÉRENDS OU LITIGES**

**ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX**

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 – Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent **la réalisation de travaux de démolition d'un bâtiment communal pour le compte de la Ville de Biganos (33380).**

**Lieu(x) d'exécution :** 12, rue de la Verrerie - 33380 Biganos.

La collectivité souhaite procéder à la démolition d'un bâtiment présentant un caractère vétuste, au nettoyage global de la parcelle ainsi qu'au traitement de la façade de la construction mitoyenne.

### **1.2 – Type de prestation - Allotissement**

La présente consultation est constituée de deux (02) lots décrits ci-dessous.

<b>Lots</b>	<b>Désignation</b>
<b>01</b>	Démolition - Désamiantage
<b>02</b>	Maçonnerie - Charpente - Couverture

Les travaux seront exécutés suivant les indications du présent CCP n° 2018-02 conformément aux stipulations du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux travaux de démolitions, aux travaux de ravalement de façades en enduits hydrauliques et aux travaux de charpente couverture.

L'entrepreneur sera tenu de respecter les règles de l'Art et tous les documents législatifs et réglementaires en vigueur le jour de la remise de l'offre dont notamment :

- le REEF - Documents Techniques Unifiés concernés ;
- les divers cahiers des charges publiés par le C.S.T.B. et plus particulièrement :
  - règles béton armé BAEL 91 et révisions ;
  - règles FN 74 - additif 75 - 76 ;
  - règles neige et vent en vigueur ;
  - règles acier CM 66 révisé ;
  - règlements sanitaires et voiries du Département et de la Commune ;
  - arrêtés préfectoraux et municipaux applicables aux bâtiments et aux chantiers ;
- les mesures de sécurité et d'hygiène applicables aux travaux de démolition faisant l'objet du décret du 8 janvier 1965 n° 65.48 et de ses arrêtés d'application ;
- les directives du Parlement Européen et du Conseil Européen ;
- les normes françaises :
  - NF P 15-201 (D.T.U 26.1) « Travaux d'enduits de mortiers » ;
  - NF EN 1015-21 « Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie » ;
  - NF EN 998-1 « Définitions et spécifications des mortiers pour maçonnerie » ;
  - NF B 50-105-3 « Durabilité du bois et des produits à base de bois et bois massif traité avec produit de préservation - Partie 3 : Performances de préservation des bois et attestation de traitement - Adaptation à la France métropolitaine et aux DOM » ;
- les recommandations techniques de la CRAM (fascicule n°18) « Travaux de démolitions réalisés à l'aide d'engins mécaniques » ;
- l'arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié ;
- les DTU 30 et 30.1 relatifs aux travaux de charpente bois ;
- les DTU 40.21 à 40.25 relatifs aux couvertures en tuile de terre cuite ;
- le DTU 40.46 relatif aux bavettes en plomb.

Conformément au décret 96-98 du 7 février 1996, l'entreprise doit l'information, la formation et le suivi médical de tout son personnel.

### 1.3 – Sous-traitant et cotraitant

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne responsable du marché et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG-Travaux.

### 1.4 – Mode de dévolution des prestations

Le mode de dévolution des prestations est un marché passé en procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### 2.1 – Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement (AE) pour chaque lot ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'ouvrage fait seul foi ;
- l'attestation de visite délivrée par le Maître de l'ouvrage ;
- le Règlement de la Consultation (RC) ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le diagnostic de repérage amiante et/ou plomb avant démolition.

### 2.2 – Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 6.1 du présent CCP :

- le Cahier des Clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux.

## **ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES**

### 3.1 – Lieu et descriptif des installations

La propriété communale est située sur le territoire de la Ville de Biganos (33380). Elle est cadastrée comme suit :

- section Ak n°4 située 12, rue de la Verrerie à Biganos (33380) pour une surface détachée de 867 m² environ.

Cette propriété comporte deux (02) bâtiments construits dans les années 1960 :

- un (01) bâtiment principal en mitoyenneté d'une emprise de 12,80 m x 8,85 m en rez-de-jardin avec aménagement au sol de deux (02) terrasses d'emprises de 3,30 m x 9,60 m pour l'une et de 8,20 m x 2,20 m pour l'autre ;

- un (01) garage de plein pied d'une emprise au sol de 4,15 m x 6,10 m, construit en plaque béton avec toiture en plaques fibrociment (matériaux contenant de l'amiante).

Le bâtiment principal est mitoyen avec une construction d'habitation en rez-de-chaussée sur la limite nord de la parcelle communale. Un élément de construction type « chien assis » ou lucarne est à cheval sur les deux constructions.

**Toutes les précautions devront être prises afin de préserver la pérennité de l'habitation pendant et après les travaux.**

**Le bâtiment mitoyen abrite une structure d'accueil pour la petite enfance (crèche) dont l'activité sera maintenue pendant les travaux.**

Un état des lieux contradictoire, réalisé par un huissier de justice, devra être réalisé avant tout commencement de travaux. Ce constat est à la charge de l'entreprise prestataire du marché.

Le rapport diagnostic de l'état parasitaire, établi par le cabinet spécialisé DIAGAMTER, fait apparaître la présence d'amiante en divers endroits des bâtiments à démolir (constat joint au DCE).

Il existe une très faible accessibilité au plomb au sens de l'article R32-2 du Code de la santé publique, accessibilité essentiellement due à la peinture des murs de certaines pièces et des menuiseries bois.

### 3.2 – Contenu des travaux

#### 3.2.1 – Description des travaux

Les entreprises devront être autonomes pour leurs besoins en eau et électricité.

La tenue du chantier devra être suivie afin de minimiser l'impact sur l'environnement (crèche à proximité).

##### 3.2.1.1 – Description des travaux pour le compte du lot n° 1

Les travaux à réaliser comprennent :

- la visite détaillée en présence du Maître d'ouvrage du site et des bâtiments à démolir avant le début des travaux ;
- un constat contradictoire entre l'entreprise, le Maître d'ouvrage et le propriétaire de la maison mitoyenne de l'environnement du chantier (état des voiries, état des bâtiments proches) avec photos et rapport (ce constat sera réalisé par un huissier de justice ; cette prestation sera à la charge de l'entreprise) ;
- les installations de chantier nécessaires à assurer l'hygiène et la sécurité du personnel de l'entreprise ;
- la signalisation et le balisage de la zone de chantier ;
- les enquêtes auprès des concessionnaires pour s'assurer des débranchements des réseaux ;
- le tamponnage des conduits et regards à l'égout ;
- la vérification avant démolition de l'absence totale de personnes dans les bâtiments à démolir ;
- le tri et l'évacuation vers les décharges adaptées (si besoin est) des éléments encombrants (meubles, détritus...) présents sur les sites à démolir ;
- la déconstruction sélective des bâtiments (habitations ou hangars), des murs et des clôtures (hors mitoyenneté) ;
- l'enlèvement des menuiseries intérieures et extérieures et éléments de serrurerie ;
- l'enlèvement des cloisons et faux plafonds ;
- l'enlèvement des escaliers bois et du plancher porteur ;

- l'enlèvement des revêtements de sol et/ou mur ;
- l'enlèvement des sanitaires et des équipements techniques ;
- l'enlèvement des couvertures et charpentes, y compris tout accessoire ;
- la vérification de la stabilité suite à la démolition des bâtiments, voiries, végétaux, réseaux, etc..., conservés ;
- les démolitions soignées par grignotage des bâtiments, des murs et clôtures (démolition des murs, planchers, dallages, poteaux, poutres, liaisons et autres éléments de structures jusqu'aux fondations incluses) ;
- la recherche, la purge et la démolition de toute construction enterrée, caves, puits, citernes et autres ;
- la démolition des escaliers, jardinières maçonnées et/ou préfabriquées, bassins d'agrément ;
- la démolition de tous les ouvrages extérieurs, dallage, végétaux divers, treilles, terre végétale, etc..., sauf spécifications particulières ;
- les mises en décharges spécialisées de tous les matériaux soigneusement triés à la démolition ;
- le remblaiement, après démolition, des vides des fondations et du sous-sol par apport de tout venant ou de terre végétale soigneusement compacté de façon à livrer des plates-formes planes ;
- le nettoyage des alentours en fin de chantier.

**L'entreprise à charge du lot n° 1 « Démolition – Désamiantage » doit prévoir les moyens et ouvrages pour assurer une mise en sécurité et la pérennité de l'ouvrage mitoyen entre les interventions des deux lots.**

#### 3.2.1.2 – Description des travaux pour le compte du lot n° 2

Les travaux à réaliser comprennent la sécurisation de la façade en limite Ouest de la propriété comprenant une prestation particulière visant à assurer une parfaite étanchéité de la toiture (pignon acrotère et solin) avec reprise de la charpente bois (compris bâtiment, avant toit, et débord de toiture), l'enduit total de la façade mitoyenne après préparation du support (règlements et DTU).

##### 3.2.1.2.1 – Charpente couverture

Les travaux du présent lot comprennent non seulement la fourniture et la pose de tous types de charpente, de couverture tuile, d'accessoire de zinguerie et d'étanchéité de la reprise de toiture, y compris toutes sujétions qui s'y rapportent, mais également :

1. La protection des ouvrages existant en termes d'étanchéité au vent et à l'eau.
2. Ouvrages divers.
3. La fourniture des bois.
4. Les protections insecticides et fongicides des bois mis en œuvre avec le traitement sur place après sciage des sections intéressées au moyen d'un produit homologué CTBF pour bois résineux.
5. La fourniture et la pose de toutes pièces d'assemblage, pièces métalliques, boulons, joints, etc..., et leur traitement contre la rouille.
6. La fabrication en atelier, ou sur place, le transport à pied d'œuvre, le stockage, la pose, le réglage et la fixation de toutes les pièces de charpente.

**Les bois utilisés sur ce projet seront de catégorie II.**

L'entrepreneur fournira l'attestation de catégorie des bois employés.

##### 3.2.1.2.2 – Couverture terre cuite

Les tuiles de terre cuite seront identiques aux existantes et seront posées à tons mêlés, nuancés et brouillés sans dessin.

L'exécution des travaux sera faite conformément au DTU 40.21 avec des matériaux répondant à la norme NFP 31.11. La toiture est à multiples versants avec disposition des plans comprenant about de faîtière, tuiles et about d'arêtier, façon de zinc en bavettes, solin de rencontre de versant et tuiles chatières suivant reprise de VMC.

Points particuliers :

- Faîtières, noues, arêtiers, abouts d'arêtier compris toutes sujétions de pose.
- Tuiles de rives de type Bardélis.
- Tuiles à douilles avec sortie de ventilation primaire.
- Fourniture et pose de tuiles à douilles spéciales incombent au présent lot.
- Chatières pour ventilation de toiture disposées suivant les normes.
- Noues et bavettes en zinc 14 comprenant toutes sujétions de pliages, de pose et de soudure.
- Les coupes des tuiles seront effectuées à la disqueuse.

3.2.1.2.3 – Chéneaux en aluminium

Fourniture et pose de chéneaux en profil aluminium comprenant le raccordement sur existant et déplacement des descentes d'eau ou création de descentes supplémentaires.

3.2.1.2.4 – Reprise d'enduit hydraulique de façade

Les prescriptions du DTU 26.1 sont applicables.

- État et préparation des supports

- o La surface des supports doit être propre, exempte de traces de suie, de salpêtre, de plâtre, de poussières, de produits de décoffrage, etc...
- o Les supports en maçonneries neuves doivent être arrosés de manière à être humides en profondeur mais « réessuyés » en surface lors de l'application de l'enduit.
- o Les balèbres de hourdage auront des saillies inférieures à 0,05 m sinon elles seront arasées. Les joints seront brossés et éventuellement piqués.
- o Les surfaces lisses doivent être brossées ou piquées pour permettre un bon accrochage de l'enduit.
- o Les supports en béton sont humidifiés au moins douze (12) heures avant la mise en œuvre de l'enduit.
- o Lorsque leur surface est lisse, ils sont piqués, sablés, brossés au décoffrage ou simplement brossés ou lavés à l'eau à haute pression mais reçoivent alors une couche d'accrochage qui peut être un gobetis ou un enduit de dressement.

- Préparation des surfaces localisées présentant des défauts de planimétrie

Suivant l'importance des épaisseurs à recharger, il est exécuté un dressement en surcharge ou renformis au mortier ayant la même composition que le corps de l'enduit.

Une armature de renfort doit être incorporée lorsque l'épaisseur du redressement dépasse 3 cm.

Le délai minimal de durcissement avant l'application de l'enduit est de quatre (04) à sept (07) jours suivant la nature du liant et l'épaisseur du dressement.

Lorsque l'épaisseur à recharger dépasse 5 cm, le redressement en surcharge est remplacé par un ouvrage en maçonnerie compatible avec celui de la paroi du support.

- Prescriptions générales de mise en œuvre

Les dosages en liant du mortier de chacune des couches constituant l'enduit doivent être dégressifs, le plus fort étant pour le gobetis ou couche d'accrochage.

L'emploi de mortier ayant effectué un début de prise est interdit (mortier rebattu).

Les enduits ne doivent pas être entrepris en période de gel ni, sauf précautions spéciales :

- sur des supports trop chauds ou desséchés,
- sous vent sec.



Les travaux d'enduits peuvent être effectués lorsque la température est comprise entre +5 et +30 °C.

Lorsqu'il y aura risque de micro fissuration de l'enduit, celui-ci pourra, après humectation, être repris à la taloche deux (02) heures après sa mise en œuvre.

La couche de finition ne pourra en aucun cas être exécutée par projection d'eau ou de ciment sec, le lissage ne pourra s'effectuer sur mortier frais.

Lorsqu'il sera nécessaire d'exécuter des reprises de la couche de finition, celles-ci s'effectueront, soit sur une ligne de joint, soit en un lieu où la reprise ne sera pas apparente.

La tranche supérieure de l'enduit doit être protégée. Si la protection n'est pas assurée par une toiture ou une saillie (appui de baie, ...), il est nécessaire de rapporter un ouvrage complémentaire (bavette, ...).

#### - Joints

Les joints permettant de localiser les fissurations de retrait doivent intéresser la totalité de l'épaisseur de l'enduit excepté le gobetis.

Les joints permettant d'obtenir un effet esthétique doivent se limiter à la couche de finition.

Les joints seront exécutés avec des mortiers gras de liants hydrauliques qui ne tacheront pas la maçonnerie lorsque celle-ci devra rester apparente.

#### - Qualité des enduits finis

Les enduits finis présenteront des surfaces régulières, soignées, planes, sans flaches ou brosses, exempts de soufflures, gerçures, cloques, fissures.

Les arêtes et les joints seront nets, rectilignes, exempts d'écornures, épaufrures, fissures.

L'adhérence des enduits au support sera de 3 kg/cm<sup>2</sup> au moins à vingt-huit (28) jours. Aucune partie ne devra « sonner creux » sous le choc du marteau.

Leur planimétrie sera telle qu'une règle de 2 m promenée en tous sens ne fasse pas apparaître de différence supérieure à 0,005 m ; la tolérance de verticalité sera de 0,01 m par hauteur de 3 m.

La finition de l'enduit sera identique à l'enduit existant.

### 3.2.2 – Spécificités

- Démolition globale des annexes et reprise de la clôture en mitoyenneté.
- Nettoyage général de la parcelle.
- La végétation devra être abattue, dessouchée et évacuée.

### 3.3 – Prescriptions techniques générales et responsabilités

Les travaux sont exécutés aux frais, risques et périls de l'entrepreneur, lequel sera tenu de prendre sous son entière responsabilité toute précaution pour assurer en permanence la sécurité des tiers et ouvriers, ainsi que la stabilité des bâtiments voisins.

L'intervention de l'entrepreneur est subordonnée à l'exécution d'un constat contradictoire réalisé par un huissier de justice qui s'adjoindra un homme de l'Art comme sapiteur, de l'état des voies ainsi que de l'état intérieur et extérieur des bâtiments mitoyens ou à proximité (sols, plafonds, murs, huisserie etc.) en présence du Maître d'ouvrage et ce à la diligence et aux frais de l'entreprise.

Au fur et à mesure de la démolition, l'entrepreneur devra procéder à l'enlèvement et à l'évacuation de tous les matériaux et gravois.

Les matériaux et matériels provenant de la démolition seront la propriété de l'entrepreneur lequel prendra sous sa garde sans recours contre le Maître de l'ouvrage et ce, dès la notification de l'ordre de service l'invitant à commencer les travaux.

L'entrepreneur sera responsable jusqu'à l'expiration du délai contractuel d'exécution des travaux du maintien en bon état de service des voies, réseaux (canalisation eau, borne incendie, coffret d'éclairage, gaz etc.), clôtures et installation de toute nature, publiques ou privées affectés par ses propres travaux. Il sera également responsable de tous les dommages causés aux tiers, aux bâtiments et habitations en bordure ainsi qu'aux ouvrages publics. De ce fait, il devra faire procéder, à ses frais, à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires du fait des dégradations que lui, ses ouvriers, auront pu causer aux ouvrages de la voie publique ainsi qu'aux propriétés privées et ouvrages voisins affectés par les travaux. Dans le cas de dégradations des réseaux, les réparations seront exécutées à ses frais par les compagnies concessionnaires.

Avant le commencement de ses travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que des passants ou des personnes étrangères au chantier soient mises en danger par des éboulements ou par la chute de matériaux provenant de la démolition ; pour ce faire, il établira à ses frais les protections nécessaires tendant à la protection des personnes.

À l'extérieur de la zone de chantier, l'entrepreneur conserve la totalité de la responsabilité de ses engins et de son personnel.

De plus, il prendra toutes les mesures de sécurité propres à éviter les accidents sur le chantier. À cet effet, il établira un dispositif de clôtures, avec panneaux d'interdiction d'approche ou d'accès du chantier ainsi que, si nécessaire, un gardiennage efficace.

L'entrepreneur sera responsable des conséquences que pourrait avoir sa négligence ou celle de ses agents à cet égard ainsi que des dommages et poursuites pouvant en résulter.

L'entrepreneur devra respecter les mesures de sécurité prescrites dans les textes officiels sans que cette énumération soit limitative, celle-ci pouvant être complétée par de nouvelles prescriptions légales.

## **ARTICLE 4 – RÉMUNÉRATION**

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : l'opération est financée sur le budget d'investissement communal 2018.

## **ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI**

### **5.1 – Durée du marché**

**Les stipulations relatives au délai d'exécution figurent dans chaque Acte d'Engagement.**

**Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.**

### **5.2 – Délai**

#### **5.2.1 – Lot n° 1 « Démolition - Désamiantage »**

La préparation de chantier est de six (06) semaines compris plan de retrait amiante et demande de DICT.

L'exécution des travaux se fait en deux (02) phases :

- désamiantage : une (01) semaine (période de fermeture de la crèche à proximité de l'ouvrage à démolir) ;
- démolition : trois (03) semaines.

#### 5.2.2 – Lot n° 2 « Maçonnerie - Charpente - Couverture »

La préparation de chantier est d'une (01) semaine incluse dans la période de préparation du lot n°1

L'exécution des travaux se fait en deux (02) phases :

- maçonnerie : deux (02) semaines ;
- charpente - couverture : une (01) semaine (période de fermeture de la crèche à proximité de l'ouvrage à démolir).

#### 5.3 – Pénalités – Primes d'avance

##### 5.3.1 – Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation aux stipulations de l'article 20.1 du CCAG-Travaux, les pénalités journalières seront de 150,00 euros par jour de retard suivant le planning annexé à l'Acte d'Engagement.

##### 5.3.2 – Pénalités de retard pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

Sans objet.

##### 5.3.3 – Pénalités diverses

Sans objet.

##### 5.3.4 – Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au marché.

### **ARTICLE 6 – PRIX**

#### 6.1 – Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est conclu sur la base des conditions économiques du mois ***M0 mars 2018***.  
Ce mois est appelé « zéro »

#### 6.2 – Forme des prix

Les prix sont fixes, fermes et définitifs.

En cas de dépassement du délai de validité de l'offre, le prix sera révisé en fonction du mois  $m_0$ , date à compter de laquelle le prestataire peut prétendre à son versement par application d'un coefficient défini par la formule  $C = I_{m-3}/I_{m_0}$  dans laquelle :

- $I_{m_0}$  est l'index ingénierie du mois  $m_0$  (mois d'établissement du prix) ;
- $I_{m-3}$  est l'index ingénierie du mois antérieur de trois mois au mois «  $m$  » contractuel de commencement des prestations. Ce mois «  $m$  » est celui de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de son marché ou, le cas échéant, est fixé par le Maître d'ouvrage.

### 6.3 – TVA

Les montants figurant dans le présent marché sont exprimés en distinguant le montant hors taxe et le montant de la TVA au taux en vigueur à la date de remise des offres.

## **ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### 7.1 – Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée au titulaire.

### 7.2 – Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

### 7.3 – Acompte et solde

Sans objet.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCE**

Dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement de prestation, le prestataire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité garantissant l'ensemble des responsabilités qu'il encourt.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du prestataire.

## **ARTICLE 9 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le non-respect des clauses du présent CCP par le titulaire du marché entraîne une résiliation de plein droit sans indemnité.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 2.22 du CCAG-Travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal. À défaut, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 28 du CCAG-Travaux.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 27 du CCAG-Travaux, l'interdiction d'exporter édictée par le pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux sont applicables.

## **ARTICLE 10 – PAIEMENTS**

La Personne Responsable du Marché libérera les sommes dues au titre du présent marché par virements bancaires, libellés en euros, au nom du titulaire ou des sous-traitants qui ont été agréés, après que lui était fourni un R.I.B. pour chaque bénéficiaire.

### 11.2 – Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du CCAG-Travaux.

Les demandes de paiement seront établies en un original et trois (03) copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le remboursement des débours incombant au Maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**Ville de Biganos  
Service des Finances  
52, avenue de la Libération  
33380 Biganos**

### 11.3 – Mode de règlement

Les modalités de règlement des comptes du marché sont les suivantes : les comptes sont réglés en une seule fois à l'achèvement des travaux.

En vertu du délai global de paiement, le virement devra apparaître au relevé de compte du fournisseur ou prestataire conformément au délai indiqué par la réglementation en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

## **ARTICLE 11 – DIFFÉRENDS OU LITIGES**

Les dispositions des articles 33, 34 et 35 du CCAG-Travaux sont seules applicables.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché et/ou de litiges non résolus à l'amiable, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique, à savoir le Tribunal Administratif de Bordeaux.

## **ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX**

- ♦ L'article 5.3.1 du présent CCP déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.

**À :**

**Le :**

**Lu et approuvé**

(cachet de l'entreprise & signature de la personne habilitée)